



COMMUNIQUÉ DE PRESSE COMMUN

Ivry, le 31 janvier 2014

Financement de la recherche :

Le ton a changé, mais pas la politique !

Le Président de la République, en déplacement à Strasbourg jeudi 30 janvier, a précisé l'attribution des financements pour la recherche prévus dans la seconde phase du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA2) annoncée le 9 juillet dernier. Sup'Recherche-UNSA et le Snpptes-UNSA réaffirment la nécessité de faire de la recherche publique une priorité nationale, mais considèrent que la politique proposée n'apporte aucune solution aux difficultés financières que connaissent les organismes de recherche et les universités.

Les annonces présidentielles, qui ne sont rien d'autre que du recyclage de décisions déjà prises, ne peuvent suffire à rassurer la communauté universitaire et de recherche, balancée entre la baisse des budgets et les gels d'emplois massifs, ce que nous dénoncions déjà lors de la présentation du projet de loi de finances.

Sup'Recherche-UNSA et le Snpptes-UNSA demandent que la volonté présidentielle de soutenir et préserver les crédits de la recherche publique, malgré le plan d'économies annoncé pour les 3 années à venir, soit véritablement suivi d'effet et se traduise par une augmentation effective du plafond d'emplois et de la masse salariale des établissements universitaires et de recherche. Il est également impératif d'augmenter les crédits récurrents affectés aux laboratoires de recherche.

La logique de regroupement et de fusion soutenue par le président et la ministre comme moyen d'économies potentielles est d'ores et déjà battue en brèche. Les trois établissements fusionnés subissent une extrême tension budgétaire et prennent des décisions drastiques comme des gels d'emplois qui vont obérer durablement leur potentiel d'enseignement et de recherche.

Enfin, le maintien en l'état du Crédit Impôt Recherche, contrairement à ce demandaient expressément la cour des comptes et l'ensemble de la communauté scientifique dans le cadre des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, revient à se priver d'une manne financière considérable qui permettrait de redonner une bouffée d'oxygène à notre système d'enseignement supérieur et de recherche.

Sup'Recherche-UNSA et le Snpptes-UNSA ne peuvent qu'exprimer, une nouvelle fois, leur déception et leur incompréhension.

Contact (s) :

Sup'Recherche-UNSA :

Stéphane LEYMARIE, Secrétaire Général, stephane.leymarie@univ-lorraine.fr – 06 14 40 39 76

Snpptes-UNSA :

Laurent DIEZ, Secrétaire Général, laurent.diez@snpptes.org – 06 10 07 39 14